

SOMMAIRE

Du 3 au 9 février 2014

3 Editorial
Fracture(s) territoriale(s)

ACTUALITÉS

7 Indiscrets

8 Entretien. Béatrice Giblin, géographe, directrice de l'ouvrage «Nouvelle Géopolitique des régions françaises»: «Les tenants du big bang territorial vont être déçus»



P. MARAIS

10 La semaine. Emprunts toxiques: Lille métropole contre RBS, un jugement historique!

La clause de compétence générale de nouveau sur la sellette

13 Des pouvoirs publics peu réactifs face au mal-logement

14 Urbanisme: l'indispensable dépoussiérage de la loi «littoral»

15 Le projet de loi sur la transition énergétique demeure très flou

16 Grand angle. Des espaces urbanisés en zone inondable très vulnérables

18 Forum/Opinion

20 Agenda

DOSSIER

21 DÉCENTRALISATION

Lobbying des acteurs locaux, des résultats inégaux

- Relais de poids des élus au Parlement
- Travail de conviction des territoriaux
- Après-cumul: revoir les stratégies

PRATIQUES LOCALES

28 Numérique

Réseaux d'initiative publique cherchent partenaires privés pour déployer le très haut-débit

31 Grand âge

La CC des portes du Morvan parie sur internet afin de lutter contre l'isolement des personnes âgées

32 Funéraire

A Lattes, des «mini-tombes» destinées à accueillir les cendres des défunts

33 Enfance

Une ludothèque itinérante se met au service du lien familial à Achères



S. GAUTIER

34 Conduite de projet

Développement local

Grenoble Alpes métropole: une ferme intercommunale en milieu périurbain

FINANCES LOCALES

37 Décryptage

Un reste à charge compensé dans la complexité

38 Ressources

Le 1^{er} janvier 2015, vraie-fausse date butoir pour la dématérialisation

40 Contrepoint

Sepa pour tout de suite!



**TÉLÉCHARGEZ
NOTRE CAHIER DÉTACHÉ**

Ce document est accessible sur notre site:
<http://lagazette.fr/ca46>

QUELLE FRANCE DANS 10 ANS ?

Contribution du groupe de travail
présentée par Jean-Pierre Bel, président
du Sénat

Décembre 2013.

JURIDIQUE

- 41 Droit de regard**
L'adaptabilité locale des normes, une question simple ?
- 42 Jurisprudence**
- 43 Textes officiels**
- 44 Analyse**
Conditions d'inéligibilité et d'incompatibilité des candidats aux élections locales
Directives marchés: la révision totale du droit de la commande publique
- 50 Méthode**
Mettre en œuvre les nouveaux modes de scrutin

RESSOURCES HUMAINES

- 53 Tendances**
Les centres de gestion à l'heure de la mutualisation
- 54 Gestion RH**
Emploi-formation: l'outre-mer tente d'adapter le modèle métropolitain
- 56 Management**
Des universitaires en caserne, au Sdis de Saône-et-Loire
- 57 Statut**
Actualités statutaires
- 58 10 questions sur le régime juridique du contrat d'apprentissage**

MA CARRIÈRE

- 61 Des écarts entre les pensions de retraite plus marqués en catégorie A**
- 62 Métiers**
Responsable de l'action culturelle: de la conception à la mise en œuvre de l'événement
- 63 Formation**
Dans l'Allier, maîtriser la rédaction des fiches de poste grâce à Skype
- 65 Réseaux**
- 66 Mobilité**

OFFRES D'EMPLOI

- 68 Dirigeants territoriaux**
- 74 Services administratifs**
- 91 Services techniques**
- 103 Informatique**
- 104 Services sanitaires et sociaux**
- 106 Services culturels**
- 109 Services sportifs**
- 110 Police municipale, incendie et secours**

- 114 Le portrait**
Karine Henriot, documentaliste-archiviste au Mée-sur-Seine

ILLUSTRATION DE COUVERTURE: CLOD - INFOGRAPHIE: GROUPE TERRITORIAL, P.37.

Sur la Gazette.fr

S'INFORMER

ÉCHANGER

TROUVER UN EMPLOI



PAUVRETÉ

En finir avec la politique de l'autruche

Les études sur la pauvreté en France sont légion, mais aucune donnée officielle n'existe encore pour prendre connaissance du phénomène au niveau communal et infracommunal. Notre dossier dévoile et analyse les taux de pauvreté dans les 100 plus grandes communes. Une application interactive révèle les inégalités de revenus dans les communes.

www.lagazette.fr/123564

DÉCRYPTAGE

Dépénalisation du stationnement: mode d'emploi

Régulièrement évoquée depuis 2003, la dépénalisation des amendes de stationnement payant a été adoptée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Elle entrera en vigueur le 1^{er} février 2016. Mais de quoi s'agit-il concrètement ?

www.lagazette.fr/218013

DONNÉES PUBLIQUES

Comment améliorer la coopération entre les observatoires de l'environnement ?



Le 21 janvier, à Vannes, le GIP Bretagne environnement organisait une journée d'étude sur le partage de la connaissance environnementale sur les territoires. Si le principe fait l'unanimité, sa mise en œuvre s'avère plus délicate.

www.lagazette.fr/217909

DÉMATÉRIALISATION

Un vrai défi pour les directions financières



La DGFIP et la DGCL incitent les collectivités à dématérialiser leurs échanges. Cependant, passer au protocole d'échange standard de l'application Hélios version 2 (PES V2) et dématérialiser titres, mandats et pièces justificatives a des impacts importants en termes de systèmes d'information et d'organisation interne. L'arrivée de la norme bancaire Sepa accélère le déploiement du PES V2. Nombre de collectivités semblent démunies face à ces obligations.

www.lagazette.fr/206522

Contenu réservé aux abonnés.

Complétez votre information avec la Gazette.fr

- 1** Cette signalétique vous renvoie à des contenus de la Gazette.fr qui complètent le sujet traité dans votre magazine.



- 2** Vous pouvez identifier le type du contenu web auquel vous aurez accès.



un dossier



une vidéo

- 3** Ce picto, qui correspond à la rubrique « documents utiles » du site, vous permet de retrouver rapports et études cités dans nos articles.

SO WEB